

La finance durable au défi de la lassitude

BUILDING BRIDGES Après l'euphorie des années 2014-2021, les investisseurs qui font du bien affrontent de puissants vents contraires, à la bourse comme sur le terrain politique

SÉBASTIEN RUCHE

Après les années de forte croissance jusqu'en 2021-2022, la finance durable connaît une dynamique nettement moins porteuse. Alors que s'ouvre aujourd'hui à Genève la conférence Building Bridges sur les investissements qui font du bien, on ignore si la discipline vit une nouvelle normalité ou une simple phase de maturation. Ces deux ou trois dernières années ont été marquées par des performances boursières moins solides, des investisseurs institutionnels moins engagés et un contexte politique plus difficile pour les investissements prenant en compte des critères environnements, sociétaux et liés à la gouvernance des entreprises (ESG). Mais cette dynamique pourrait être redressée si le pouvoir politique, les acteurs de la finance et les entreprises prennent les bonnes décisions, avance une étude du Swiss Finance Institute (SFI).

Ce que traverse actuellement la finance durable, c'est une période de «lassitude» après «une phase d'euphorie exceptionnelle et temporaire» marquée par des attentes peut-être «exagérées», estiment Philipp Krueger, professeur de finance responsable à l'Université de Genève et Cyril Pasche du Swiss Finance Institute, dans une note de discussion publique publiée le 24 septembre.

Pic dépassé

Des facteurs exceptionnels avaient soutenu cette euphorie, à commencer par des performances financières initialement «extraordinairement fortes» des placements ESG et une sensibilisation plus marquée aux enjeux environnementaux après l'Accord de Paris sur le climat signé en 2015. Des taux d'intérêt bas et des plans d'action comme celui de l'Union euro-

péenne sur la finance durable ont également alimenté la demande pour des actifs ESG. Côté chiffres, les fonds durables ont vu leurs actifs multipliés par six entre 2018 et 2021, pour atteindre près de 3000 milliards de dollars. Avant de baisser en 2021 et 2022 puis de croître à nouveau pour dépasser légèrement ce pic, l'an dernier. Mais les flux vers ces investissements reculent aux Etats-Unis depuis fin 2022, tout en restant largement positifs, bien qu'en diminution, en Europe.

Les approches ESG ne vont pas disparaître mais devenir plus ciblées et plus pragmatiques

En parallèle, les investisseurs institutionnels se sont moins engagés dans des initiatives internationales comme les PRI (principes pour l'investissement responsable), soutenus par les Nations unies, et ils soutiennent moins les propositions à connotation durable lors des assemblées générales des entreprises. Autre exemple, les postes de travail liés à l'ESG sont orientés à la baisse dans la finance, note encore le rapport du SFI.

De manière plus générale, le soutien aux partis verts a reculé depuis 2019, en Suisse comme en Europe. Aux Etats-Unis, certains Etats interdisent les investissements ESG pour les caisses de pension ou les banques. Plus élevées entre 2015 et 2021, les performances boursières des placements durables sont souvent devenues inférieures à celles des stratégies classiques. L'inflation et le relèvement des taux d'intérêt ont aussi limité l'attrait de l'ESG, avance encore cette note de réflexion, qui explique: «En période de difficultés économiques, les consommateurs privilégient généralement des solutions plus abor-

dables, du moins à court terme.» Enfin, les exigences réglementaires, qui divergent selon les pays, se sont renforcées et multipliées, conduisant le secteur financier à «cocher les cases» plutôt qu'à saisir les opportunités commerciales des produits et services verts, soulignent les auteurs. La peur d'être attaqué pour écoblanchiment a poussé de nombreuses entreprises au *greenhushing* (elles passent délibérément sous silence leurs initiatives ESG), tandis que l'impact réel, sur le terrain, des placements verts a déçu.

Documenter les impacts réels

Mais tout n'est pas perdu, avancent Philipp Krueger et Cyril Pasche. Les obligations vertes, notamment, continuent à séduire les investisseurs et prouvent la résilience de la demande pour les investissements durables. Le prix élevé du carbone, notamment via le marché en place en Europe, «reflète un soutien structurel continu aux investissements à faible émission de carbone».

Les approches ESG ne vont pas disparaître concluent les auteurs, mais devenir plus ciblées et plus pragmatiques. Plébiscitée par les nouvelles générations, une «finance durable 2.0» pourra émerger si les autorités réduisent la complexité des réglementations et multiplient les incitations financières pour les projets véritablement durables. Les acteurs de la finance devraient documenter les impacts réels des stratégies ESG (au lieu de simplement étiqueter leurs produits financiers), et reconnaître qu'il est difficile, sur la durée, d'obtenir des surperformances financières en même temps qu'un impact positif. Pour leur part, les investisseurs peuvent privilégier les stratégies ESG réellement efficaces, au détriment de celles reposant sur du marketing. Les entreprises, enfin, devraient intégrer ces critères dans la création de valeur à long terme, par exemple en réduisant leur vulnérabilité face aux événements climatiques, plutôt que de les voir comme une dépense inutile, conclut ce rapport. ■